

Favoriser le capital ou le travail ? Il faut choisir !

Fin de suspense. Le rapport Gallois a été rendu et le gouvernement a donné ses arbitrages. La presse s'en est unanimement félicitée, il aurait repris l'ensemble des propositions du rapport.

En réalité, pas exactement. Sa proposition principale n'a pas été retenue.

Louis Gallois prônait le transfert de 30 milliards d'euros au moins de cotisations sociales vers la CSG en particulier : 10 milliards de cotisations salariales et 20 milliards de cotisations patronales, comme le réclamait le patronat.

Le gouvernement a opté pour un transfert de 20 milliards d'euros de la fiscalité des entreprises sur la fiscalité des ménages. Ce nouveau cadeau fiscal aux entreprises, les ménages du pays, surtout ceux des couches populaires et moyennes, le paieront directement sur leur consommation à hauteur de 7 milliards d'euros par des hausses de TVA et de 3 milliards d'euros en taxes écologiques, et indirectement par des économies nouvelles de 10 milliards d'euros sur les services publics dont ils bénéficient encore aujourd'hui.

Pourquoi faire la différence ? Le dispositif adopté équivaut à une baisse de 6 % du « *coût du travail* » et la logique reste la même : réduire la part des prélèvements publics et sociaux pour faciliter la montée des prélèvements financiers. À la fin de l'histoire, les entreprises sont socialement déresponsabilisées et les salariés et leurs familles continuent de trinquer.

En fait, la nuance est essentielle pour bien mesurer la situation et l'ampleur de la bataille qu'il faut engager.

Le gouvernement a choisi de faire supporter le coût social de cette mesure de soutien aux profits par les services publics et non plus la Sécurité sociale. Pourquoi ? Parce qu'au moment où la presse nationale se déchaîne sur le rapport Gallois et la compétitivité, se négocie dans le silence médiatique une autre réforme non moins capitale sur la flex-sécurité qui a le même objet : la compétitivité et la baisse du « *coût du travail* » pour les entreprises.

Lancées toutes les deux lors de la conférence sociale de juillet dernier, ces deux réformes centrales visant la refonte de la responsabilisation sociale des entreprises

constituent les deux mâchoires du même piège patronal. Deux négociations simultanées qui constituent un processus unique visant à faire émerger l'axe majeur d'un « *nouveau compromis social historique* » revendiqué à la fois par le patronat, ses alliés de droite... et le gouvernement.

Or dans cette bataille, plusieurs organisations syndicales, dont la CGT, ont clairement fait savoir qu'elles n'accepteraient pas de pressions nouvelles sur la Sécurité sociale au nom de la compétitivité, mettant en balance les négociations sur la flex-sécurité. En pesant ainsi dans le rapport de forces, les organisations syndicales commencent à remettre en cause l'ambition du gouvernement d'instaurer en France un nouveau type de relations sociales susceptible de fournir le cadre consensuel de ce « *nouveau compromis social historique* ». Ce qui fait prendre l'eau à la philosophie gouvernementale.

Si la « *démarche intégratrice* » du nouveau gouvernement de gauche, dont le Medef avait fait les thèmes de son université d'été, semble être accueillie positivement dans le monde du travail, chacun espérant l'ouverture d'une séquence politique nouvelle en rupture avec « *la politique à coup de massue* » du précédent gouvernement, après 6 mois d'exercice, les appréciations sont contradictoires. De plus en plus clairement, les salariés sentent que les mesures prises ou annoncées ne sont pas de nature à nous sortir de la crise ! Pire, ils constatent que ce gouvernement plie face aux pressions des marchés financiers et du patronat. Et cela en contradiction flagrante avec nombre d'intentions proclamées par F. Hollande pour se faire élire président. En témoignent la chute des indices de confiance et le soutien du Medef aux récentes annonces du gouvernement suite au rapport Gallois.

Tout cela appelle à la lucidité, à lire entre les lignes la démarche et son contenu. Les organisations syndicales et politiques, en particulier la CGT, le PCF et le Front de gauche, ont un rôle capital à jouer.

Depuis le lancement de la conférence sociale le 13 juillet dernier, nous sommes toujours en phase de négociation. Pour les salariés, ce qui en ressortira a un caractère vital. Ils attendent une amélioration immédiate de leurs

conditions de vie et de travail et des perspectives de sortie de crise. Inquiets, ils cherchent des issues.

Le rôle et l'attitude des organisations syndicales et politiques est déterminant pour la suite des événements, car la crise présente dans la tête des salariés pèse lourd sur le niveau de leurs revendications ! Il leur faudra travailler à la lucidité quant aux causes de la crise et de son aggravation et quant au niveau et au contenu des réponses à y apporter. Sans cette conscience politique, les salariés auront tendance à limiter le niveau de leurs exigences au contexte supposé contraint par la crise.

Sortir de la crise ne pourra pas se traduire par des demi-mesures. Il faut s'attaquer aux racines et avant tout inverser les logiques qui ont prévalu jusqu'à maintenant. Logiques qui nous ont enfoncés dans les difficultés.

Les premières mesures du gouvernement n'en prennent hélas pas le chemin, précisant du même coup l'épure de cette ambition gouvernementale d'instaurer en France « un nouveau type de relations sociales ». Invoquant le « *donnant donnant* », la « *responsabilité partagée patronat-syndicats* », la volonté du gouvernement aspire à construire un compromis durable entre capital et travail, alors que les antagonismes les opposant n'ont jamais été aussi marqués ! Et tout est mis en œuvre pour que les organisations syndicales s'inscrivent dans cette démarche ! Une démarche directement inspirée de visées sociales-libérales qui ont pris toute leur part dans la mise en place de politiques d'austérité en Europe, de conciliation avec la domination des marchés financiers, conduisant à une crise d'une profondeur inégalée dans laquelle nous nous débattons aujourd'hui.

Si tel est l'objectif, la volonté d'instaurer ce type de relations sociales ne se limitera pas aux contacts nationaux entre le pouvoir et les organisations syndicales nationales. Il irriguera l'ensemble des relations, du gouvernement, aux territoires et aux lieux de travail !

Nous ne sortirons pas de la crise sur la base d'un tel compromis. Faire adopter l'idée d'un compromis par les salariés alors que le Medef est à chaque instant lancé dans une bataille politique et idéologique d'envergure, à la mesure des enjeux pour lui, est une ambition illusoire. Et elle serait fatale aux salariés.

D'ailleurs, les pays qui ont conçu leurs relations sociales sur ce modèle ne sont eux-mêmes pas épargnés par la crise. Ce modèle a depuis longtemps été dénoncé et remis en cause par le patronat de ces pays, car il ne leur permet plus d'assurer un niveau de profit aussi élevé et croissant que l'exige l'énorme suraccumulation de capitaux matériels et financiers.

La lutte se situe donc bien sur le terrain de nouvelles conditions de production, de répartition et d'utilisation efficace des richesses pour une sortie de crise. La crise ne peut se résoudre que dans l'affrontement entre deux orientations, deux logiques. Celle qui privilégie le capital et celle qui s'inscrit dans la volonté de remettre les travailleurs, l'emploi, la formation, les services publics au centre des choix politiques.

La conquête de nouveaux droits et pouvoirs décisionnels pour les salariés et les organisations syndicales est une clé incontournable pour inverser les logiques d'entreprises et sortir de la crise. C'est d'ores et déjà l'objet d'âpres batailles politiques et idéologiques. Cela

remettrait en cause le pouvoir sans partage du patronat. Outre que le « *compromis social* » a déjà produit les effets cités plus haut, il n'aura pour effet immédiat que de nous installer encore plus durablement dans la crise. Avec à la clé tous les risques que cette situation pourrait engendrer. ■

Pascal Joly

Membre du conseil national du PCF,
syndicaliste



**Rendez-vous
sur le site !**



www.economie-politique.org